

37^e Congrès PCF

Critique générale à partir de la base commune adoptée par le CN du PCF.

1^{ère} partie :

- Constat qui fait l'impasse sur la réalité du K aujourd'hui et sur sa perpétuelle recherche pour maintenir et accroître sa domination ;
- Avec les diverses lois (ANI, REBSAMEN, MACRON, SAPIN, EL KHROMI, Réforme territoriale...), le K est quasiment entrain d'inventer la fin du salariat et de la France en tant qu'ETAT/NATION ;
- Ainsi nous ne sommes plus dans la période où il y avait « du grain à moudre », ni dans l'espace « réservé » à la social-démocratie (3^e voie) ;
- Le K a mis en œuvre la recomposition de son dispositif politique, sur les restes de la décomposition du système politique français « à bout de souffle » et dans son impasse il entraîne le réformisme;
- Bipartisme de type nouveau d'où le PS est exclu : pôle ou parti républicain, pôle ou parti démocrate, Front national comme repoussoir ou aiguillon à laisser entre 20 et 30%, Retouches de la constitution de 1958 et du système électoral ;
- Le parti créé par EM s'inscrit dans cette démarche, téléguidée par l'Elysée ;
- Ce qui peut donner un tandem JUPPE-MACRON avec ministères de technocrates ou commissaires (tels ceux de la commission européenne) en tel ou tel domaine ;

Comme la barricade qui n'a que 2 cotés, la lutte de classe aujourd'hui plus que jamais peut-être, c'est: obéir ou affronter, soumission voire anticipation ou rupture, socialisme ou barbarie.

Toutes les manœuvres politiciennes : MELANCHON, la glorification de SYRIZA, de PODEMOS, les primaires de la gauche, la reconstruction à gauche, le mythe de l'Europe sociale, sont de l'enfumage et empêchent le mouvement social de s'approprier une intervention politique liant luttes et perspective.

2^e partie :

Ce n'est pas la décision structurante d'intégrer des primaires à gauche (décidée unilatéralement par quelques membres de la direction nationale, sans aval du CN, hors de tout débat et consultation dans le parti), dont le but reste l'élection du Président de la République au suffrage universel, qui va changer la donne.

Nous ne nous sortons de cette contradiction : nous combattons ce type d'élection depuis presque 60 ans, et chaque fois, avec ou sans candidat communiste, nous menons bataille pour faire progresser nos idées et le force de force, l'expérience nous apprenant que ce n'est pas là que se joue « le décisif ».

Participer à cette primaire, c'est se voir imposer un cadre, un contenu, une stratégie qui ne sont les nôtres, c'est une fuite en avant dangereuse, c'est l'occultation du 1^{er} tour, c'est un quasi soutien au candidat PS au 2^e tour, c'est une nouvelle fois l'effacement du PCF, c'est quelque part son existence même qui est en cause.

L'élection présidentielle et son corollaire les législatives (l'acceptation par R HUE de l'inversion du calendrier par JOSPIN en 2000, et par l'abstention positive des élus PCF), la constitution de 1958 et ses successives adaptations sont au cœur du système de domination du K et de la bourgeoisie en France.

Les conditions dans lesquelles se déroule l'élection 2017, après 2002, 2007 et 2012, imposent un retournement complet de nos stratégies : changement de société, rassemblement, élections.

Petit rappel : En 1989 le comité central, à partir d'un rapport d'Anicet LE PORS publie un projet complet de constitution démocratique et une déclaration des libertés. En 1996 le programme adopté au 29^e congrès précise que la souveraineté n'a qu'un titulaire le peuple lui-même. Le président de la République doit être élu pour un mandat de 7 ans, non renouvelable, par le parlement réuni en congrès.

C'est donc un urgent appel à un vote de combat qu'il nous faut lancer.

3^e partie :

Depuis le congrès de la mutation (Martigues, Robert HUE), les communistes assistent impuissants à l'affaiblissement organisationnel, électif, politique, financier, théorique, de leur parti.

Les constats et analyses sont refusés par la direction nationale :

- Disparition des cellules et sections d'entreprises et de quartiers ;
- Recul du militantisme de terrain : dirigeants, élus de moins en moins issus du monde du travail ;
- Expression communiste absente dans le monde du travail ;
- Abandon de l'éducation et la formation théoriques ;
- L'adhésion au PGE en 2004 qui ne s'inscrit pas dans le combat anticapitaliste : « *la vieille contradiction facilement comprise entre le Capital et le Travail est balayée par de nouvelles aspirations et contradictions entre les sexes, les générations, les cultures, les groupes ethniques et surtout par une conscience nouvelle de l'interrelation entre l'humanité et l'environnement.* » Statuts : *Respect des institutions européennes*, ce qui lui permet de percevoir en 2015, 1 632 000 € de l'UE.

Une question nous est posée : quelle force le PCF représente-t-il réellement dans le paysage politique français ?

Le Congrès pourrait réfléchir et travailler sur deux grands thèmes liés à la bataille idéologique :

- Penser et montrer qu'une autre société que le K est possible :

En finir avec la diabolisation du socialisme de l'Est comme le mal absolu ;
Être clair et lucide sur les réalités de la Chine, de Cuba, de la Corée du Nord, des pays d'Amérique latine, sur la politique extérieure de Poutine, sur l'Islam et le fondamentalisme religieux...;

Renouer les liens avec les partis communistes du monde entier et notre fonction internationaliste ;

- Affirmer et nommer concrètement le projet de société que nous voulons : « le socialisme » ; c'est un peu aberrant que ce mot sorte de la bouche du candidat démocrate US !

Par l'appropriation sociale, donc l'expropriation des propriétaires capitalistes ;
Les pouvoirs aux travailleurs et pas seulement des droits ;
La maîtrise de notre monnaie, avec l'EURO ou non;
La souveraineté du peuple et de ses institutions, refus des traités non ratifiés
par le Peuple.

C'est donc pour une rupture totale d'avec K que nous devons appeler notre peuple à agir et se rassembler.

Un exemple qui constitue pour moi un enjeu de classe, un enjeu de société.

Page 14 - 2.4 : Reprendre le pouvoir aux banques et aux marchés financiers...

En niant la question de la propriété, c'est-à-dire l'expropriation des capitalistes possédants, ce qui implique d'ôter ces pouvoirs, qui ne sont que nuisances, à ce qui possède et donc décide ou l'inverse, ce n'est que jargon d'enfumage et illusoire.

Pour parvenir et réaliser pleinement la maîtrise citoyenne de ces secteurs décisifs, démocratiquement assumée, permettant la satisfaction des besoins de la population et de la société, croit-on pouvoir « *placer sous contrôle social* », « *réorienter* », « *transformer la politique et les critères de crédits* », « *bloquer la circulation des capitaux* », en comptant sur la conversion des capitalistes et ses valets, voire même les cadres dirigeants des entreprises bancaires et d'assurances, « *à la gestion démocratique de la création monétaire (par la BCE entre autres), aux critères sélectifs d'efficacité économique et sociale* » ?

Et sans même parler de la Bourse des valeurs (lesquelles ?), qui n'est plus que le lieu des opérations de spéculation, d'optimisation fiscale, de transferts vers les paradis fiscaux (illustration si besoin était du Panama Papers !!

Autant vouloir faire boire un âne qui n'a pas soif !!

Alors posons-nous la question : ON GERE DEMOCRATIQUEMENT QUOI ? COMMENT ? AVEC QUI ?

Et si on en parlait avec les salariés des banques, dans le cadre des rencontres avec les 500 000 personnes par exemple ?

Les salariés assurent pratiquement seuls toutes les fonctions essentielles de l'économie, sans en avoir pour autant la maîtrise.

La fonction sociale des travailleurs signifie qu'ils possèdent un immense pouvoir ; le problème ou la question à résoudre c'est qu'ils n'en ont pas conscience.

JPT
Avril 2016